



## ■ République Française

Département de l'Oise  
Arrondissement de Senlis  
Ville de Creil

## ■ Arrêté du maire n°2018-297

Dérogation provisoire à l'arrêté général du 16 septembre 1994  
modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains

### Le maire de Creil,

Vu les lois n° 82-213 du 2 Mars 1982 et n° 82-623 du 22 Juillet 1982 modifiées relatives aux Droits et Libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
Vu le Décret 83-1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'Administration et les Usagers,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-2, L2213-1, L2213-2 et L2214-1,  
Vu le code de la route et notamment ses articles R325-12, R417-9, R417-11 et R417-12,  
Vu le code pénal,  
Vu l'arrêté municipal en date du 16 septembre 1994 modifié réglementant la circulation et le stationnement urbains,

### ■ Considérant :

Que pour assurer la sécurité publique à l'occasion des travaux d'aménagement de voirie, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement rue Jean Jaurès, à compter du 20 août 2018,

### ■ Arrête :

Article 1 : A compter du lundi 20 août 2018 et ce jusqu'au 8 septembre 2018, fin des travaux, la circulation et le stationnement subiront des restrictions, rue Jean Jaurès dans la portion comprise entre le numéro 132 et le numéro 148,

Article 2 : Ces restrictions consisteront, en :

- Une limitation de vitesse,
- Une circulation sur chaussée rétrécie, alternée réglée manuellement ou par feux tricolores
- Un stationnement strictement interdit à la hauteur des travaux selon les besoins du chantier,

Article 3 : Une signalisation réglementaire, posée à la diligence de l'entreprise chargée des travaux portera ces dispositions à la connaissance des usagers.

Article 4 : En cas de non-respect de cet arrêté, il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R325-12 et suivants du Code de la Route.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié et transmis à :

- M. le commissaire de police
- M. le chef du centre de secours

Article 7 : Monsieur le commissaire central, chef de la circonscription de police urbaine de Creil, monsieur le directeur général des services techniques, madame le chef de la police municipale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14, rue Lemerchier – 80011 Amiens cedex 01 dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle il est devenu exécutoire.

Copie certifiée conforme  
Pour le Maire et par délégation  
Le Directeur général des services techniques

Jacques VILMONT

Pour le maire et par délégation  
Le maire-adjoint,  
Jean Claude CABARET